

**Accord du 24 juin 2021**

relatif aux salaires minima

NOR : ASET2150847M

IDCC : 1880

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FNAEM,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CFTC CSFV ;**

**FS CFTD,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les parties au présent accord de salaire entendent rappeler l'importance qu'elles attachent au principe d'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes et plus particulièrement, à celui d'égalité des rémunérations.

**Article 1<sup>er</sup>**

Entre les parties signataires de la convention collective nationale du négoce de l'ameublement, il a été convenu de fixer la grille de salaires minima mensuels, ci-après.

Cette grille de minima mensuels correspond à la durée légale du travail actuellement en vigueur.

(En euros.)

Groupe	Niveau	Salaires minima mensuels (base 151,67 heures)
1	Niveau unique	1 558
2	1	1 563
	2	1 566
	3	1 571

Groupe	Niveau	Salaires minima mensuels (base 151,67 heures)
3	1	1 586
	2	1 607
	3	1 634
4	1	1 671
	2	1 698
	3	1 724
5	1	1 799
	2	1 836
	3	1 930
6	1	2 066
	2	2 132
	3	2 197
7	1	2 363
	2	2 726
	3	2 928
8	1	3 099
	2	3 385
9	1	3 965
	2	4 382

## Article 2

Cette grille de salaires annule et remplace la grille issue de l'accord du 1<sup>er</sup> septembre 2020. Elle s'applique à compter du 1<sup>er</sup> août 2021 pour les adhérents à la FNAEM et à compter de son extension à intervenir dans les meilleurs délais pour les entreprises non adhérentes entrant dans le champ d'application de la convention collective du négoce de l'ameublement.

## Article 3

Compte tenu de l'objet du présent accord, il ne comporte pas de dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés.

## Article 4

Si le Smic devenait supérieur au salaire minimum conventionnel, les parties ouvriraient une négociation au plus tard dans les 3 mois afin d'en mesurer les conséquences sur la grille salariale conventionnelle.

## Article 5

Le présent accord sera déposé au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Paris et auprès de la direction des relations du travail conformément aux dispositions des articles D. 2231-2 et suivants du code du travail.

L'extension du présent accord sera demandée conformément aux dispositions des articles L. 2261-24 et L. 2261-26 du code du travail.

*Fait à Paris, le 24 juin 2021.*

(Suivent les signatures.)